

Source : <http://www.euractiv.fr/section/energie/news/il-faut-supprimer-les-subsventions-au-charbon-et-au-petrole/>

Téléchargement 13 12 2017

«Il faut supprimer les subventions au charbon et au pétrole»

Par : [Valéry Laramée de Tannenberg](#) | [Journal de l'environnement](#)

11 déc. 2017



Gérard Mestrallet: ne pas oublier aussi les questions liées à l'eau. [[Wikimedia commons](#)]

Président du conseil d'administration d'Engie et patron de Paris Europlace, Gérard Mestrallet est au confluent de la transition énergétique et de la finance carbone. En exclusivité pour [notre partenaire, le Journal de l'Environnement](#), il rappelle les enjeux du sommet climatique du 12 décembre et les progrès accomplis en la matière par les secteurs de la finance et de l'énergie.

C'est l'un des paradoxes climatiques du moment. Nombre d'économistes plaident pour une tarification systématique des émissions de carbone. Aujourd'hui, seuls 40 pays et 25 collectivités du monde 'taxent' les émissions de CO₂. Et la plupart du temps, le prix imputé à la tonne de gaz carbonique est inférieur à 10 euros la tonne (€/t), notamment en Europe. Peut-on attendre des progrès?

Oui, plusieurs avancées significatives sont à venir. D'abord dans les Amériques. Le Canada va imposer une tarification nationale des émissions. Jusqu'à présent, seuls la Colombie britannique, le Québec et l'Ontario avaient mis en place de tels systèmes. Les deux derniers sont d'ailleurs liés au marché californien de quotas d'émission. Cette Western Climate Initiative va, elle aussi, étendre son périmètre. Avec son alter ego de la côte Est des États-Unis, la RGGI, ces deux dispositifs font face à l'État fédéral qui, lui, fait machine arrière. Tel n'est pas le cas du Mexique et du Chili qui vont tarifer les émissions carbonées. Ces initiatives vont conduire à un isolement croissant des États-Unis.

À la COP23, le marché du carbone retrouve la cote

Le marché du carbone est devenu un symbole des valeureux combattants du changement climatique. L'outil s'étend progressivement avec des revenus à la clé.

Le monde attendait l'annonce de la création d'un système chinois, lors de la COP 23 ...

Depuis 2013, la Chine a ouvert des marchés de quotas dans 5 grandes villes et dans quatre régions [Ces marchés couvrent les villes de Beijing, Shanghai, Shenzhen de Tianjin, de Chongqing, et les régions du Guangdong, de Hubei, du Fujian et du Sichuan]. Elle doit, en principe, les unifier au plan national d'ici la fin de l'année. Ce sera le plus grand marché de carbone du monde qui ne sera, ont prévenu les autorités chinoises, qu'un instrument en faveur du climat et non un instrument de spéculation.

Pionnière en la matière, l'Europe peine à améliorer son système d'échange de quotas ...

C'est vrai, l'ETS a été mal calibré au départ. Mais il a aussi été une victime indirecte de la récession liée à la crise économique. Ces deux phénomènes ont conduit à une accumulation de quotas, faisant chuter leur prix et donc l'efficacité du système. Si nous ne faisons rien, l'ETS sera donc en contradiction avec l'Accord de Paris, au nom duquel l'Union européenne s'est engagée à abattre de 40% au moins ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030. Ce ne sera pas possible avec un prix du quota se situant autour de 5 euros. Une réforme du système est en cours d'achèvement. Son adoption probable, dans les prochains jours, a déjà été saluée, à leur manière, par les marchés: le prix du quota atteint désormais 8 euros, soit 60% de mieux qu'il y a quelques semaines.

La réforme de l'ETS n'entrera pleinement en vigueur qu'au début de la prochaine décennie. Sera-t-elle suffisante pour mettre l'industrie lourde européenne sur la voie ouverte par l'Accord de Paris?

Probablement. C'est la raison pour laquelle nous avons plaidé, avec Pascal Canfin et Alain Grandjean pour la mise en place d'un corridor de prix du carbone qui assure une progression régulière mais sans à-coups des prix des quotas entre 2020 et 2030. Le prix que nous proposons serait de 30 € en 2020 et 50€/t en 2030, ce qui serait suffisant pour asseoir la supériorité des technologies bas carbone.

L'ouverture de ce corridor européen est-elle imaginable à court terme, peut-être lors du sommet du 12 décembre, le One Planet Summit?

Les gouvernements français et néerlandais y sont favorables. L'administration allemande ne peut officiellement prendre position tant que son nouveau gouvernement n'est pas constitué. Si Berlin donne son feu vert, cela engagerait, assez rapidement je pense, toute la plaque de cuivre ouest-européenne.

Une autre façon d'accélérer la décarbonation de l'économie est d'arrêter les subventions à la production et à la consommation des énergies fossiles.

Tout dépend de ce que l'on vise par ce type de mesure. Il faut cibler immédiatement les aides publiques qui abaissent artificiellement les prix du charbon et du pétrole sous les prix de marché. Arrêter les centrales à gaz mettrait en péril la sécurité d'approvisionnement du système électrique européen. Les énergies renouvelables électriques doivent être développées, mais cela ne sera pas possible sans le maintien de centrales flexibles, capables de produire aux moments où le vent ne soufflera plus et pendant la nuit.

Une façon de défendre le modèle d'affaires d'Engie...

Pas seulement. Le conseil mondial de l'énergie a compilé toutes les études prospectives (2050) sur le sujet. Toutes indiquent que la consommation de pétrole et de charbon va diminuer, mais que la

demande en gaz naturel, substitut idéal non polluant et plus faiblement émetteur que le charbon, progressera.

Comme président de Paris Europlace, jugez-vous que les secteurs de la banque, de l'assurance, financeurs «naturels» de la transition énergétique en font assez?

Les choses ont beaucoup changé. Récemment encore, ces secteurs estimaient que leurs activités n'avaient pas d'impact sur le climat. Seule la conscience personnelle de leurs dirigeants faisait s'engager certaines entreprises. A partir de 2015, de nombreuses entreprises de la finance ou de l'assurance ont considéré que le changement climatique pouvait non seulement générer des catastrophes écologiques mais aussi détruire la valeur d'actifs financiers. Avec la COP 21, le monde de la finance s'est mis à considérer qu'il était dans son intérêt bien compris d'investir contre le réchauffement.

Cette prise de conscience a été facilitée par la pression exercée par la société civile et par certaines réglementations, tel l'article 173 de la loi française sur la transition énergétique. Ce n'est pas un hasard si l'on a vu, depuis, émerger une finance verte, des *Green Bonds*. Mais là encore, ce n'est pas suffisant. Les établissements financiers ont besoin que soit établi un cadre réglementaire clair, cohérent et stable. Par exemple, en réduisant progressivement les subventions au charbon et au pétrole et en accroissant les soutiens aux énergies renouvelables.

Le secteur de l'énergie est à l'origine de 40% des émissions de gaz à effet de serre. Les énergéticiens doivent-ils adapter leurs modèles d'affaires à la donne climatique?

Mais ils le font déjà ! Engie, par exemple, s'adapte à la généralisation du numérique, à la fois pour améliorer ses relations avec ses clients, mais aussi pour optimiser le fonctionnement des installations qu'elle exploite. Nous avons dit que nous étions l'un des leaders de la transition énergétique. Et pour ce faire, Engie dispose de 100.000 collaborateurs qui améliorent l'efficacité énergétique des installations dont ils ont la charge. Nous abandonnons le charbon, énergie de l'ancien monde, pour investir dans les énergies renouvelables. Ces sources d'énergie sont celles qui jalonnent notre avenir. Le coût de production totale (LCOE) des dernières centrales solaires au Mexique tourne autour de 20 \$/MWh: c'est près de 5 fois moins cher que l'électricité que produira la future centrale nucléaire de Hinkley Point, au Royaume-Uni.

La COP23 laisse en plan la question du financement

Les pays riches avaient promis de lever 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour financer la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays en développement. En septembre 2017, les engagements concrets ne s'élevaient pourtant qu'à 10,3 milliards.

Les technologies numériques permettent à un autoproducteur de vendre son électricité d'origine renouvelable à n'importe quel consommateur. L'émergence de ce modèle menace-t-il ceux des énergéticiens classiques?

Les énergéticiens ont déjà commencé à transformer leur modèle économique, mais quel que soit le modèle énergétique qui triomphera, certaines fonctions assurées par les énergéticiens perdureront. Il faudra, par exemple, toujours des réseaux de distribution et de transport d'électricité pour acheminer les électrons vendus par l'autoproducteur de Carpentras vers son client situé à Hazebrouk.

L'une des principales conséquences du réchauffement sera, dans bien des régions, le bouleversement du cycle de l'eau. Or les centrales thermiques (à flamme et nucléaires) ont besoin de très grands volumes d'eau pour assurer leur refroidissement. L'eau: facteur limitant de la production thermique d'électricité?

Les grands énergéticiens sont tout à fait sensibilisés à cette question. C'est la raison pour laquelle la quasi totalité des centrales à gaz qu'Engie a construites dans les pays du Golfe arabo-persique sont couplées à des unités de dessalement d'eau de mer. Mais ce type de solution ne nous exonère pas d'une réflexion sur les économies et le recyclage des eaux industrielles, que Suez a largement engagée.